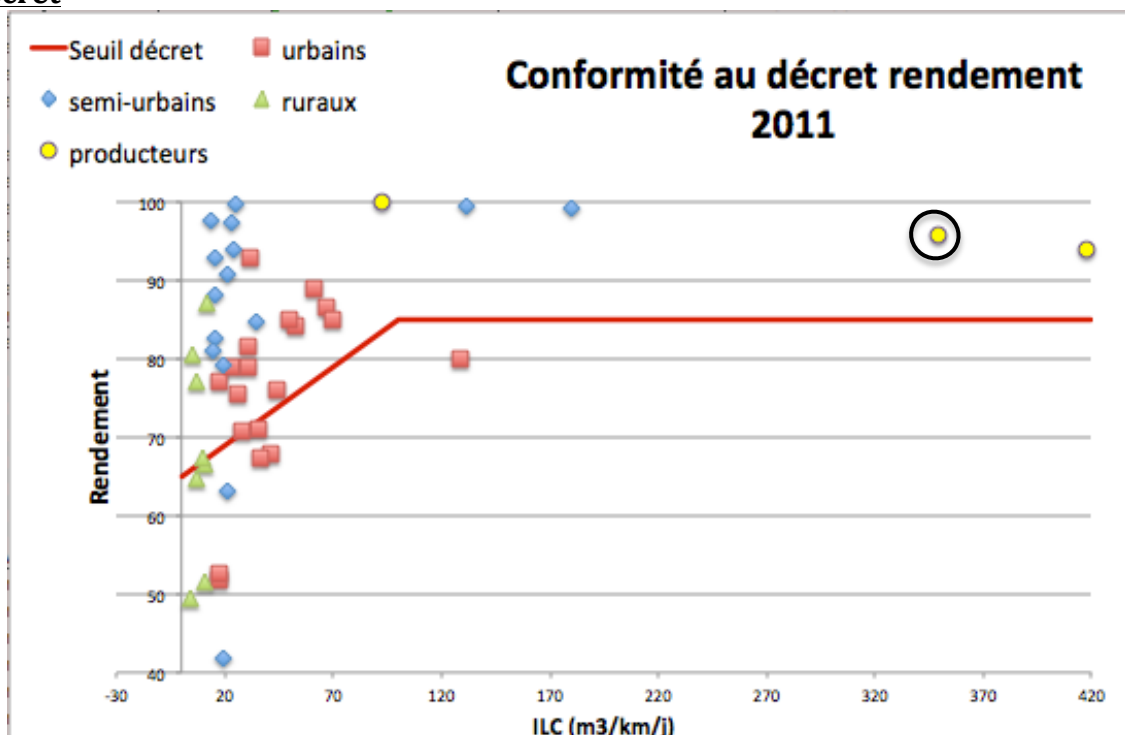


Type de collectivité : Etablissement public de coopération intercommunal

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Adhérents : 33 communes ILC : 348 m ³ /km/j Habitants : > 229 176 hab. Densité habitants* : non pertinent Mode de gestion : régie directe Maillages : 7 Linéaire de réseau : 126,4 km Volume entrant: 16 785 Mm ³ Installation de traitement : oui Volume vendu: 16 099 Mm ³ (secours sur les captages et effectif sur les sources)	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 5 puits principaux, 9 captages annexes, 40 stations de pompage, 67 réservoirs (représentant 100.000 m ³) Nombre total de compteurs : 185 Pourcentage de compteurs +12 ans : 18,4% Linéaire renouvelé sur 5 ans : 4,16 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,66 % Connaissance de l'âge des réseaux : quasi-totale	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 95,9 % Indice Linéaire de Pertes* : 16,4 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 70/90 Seuil de rendement imposé par le décret* : 85 % Rendement 2011 : 95,9 % rendement lissé sur 3 ans* : 94,8 % <u>Graphe de conformité des rendements en p2</u>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 7 649 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 1 772 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 9,1 ans Prix 2011 du service d'eau potable** : 0,3942 €/m ³ (hors options) <u>Graphique d'analyse p2.</u>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

**** calculé comme suit : participation totale des communes 2011 / volumes fournis 2011**

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Le SIERG est entouré.

Il est à interpréter au regard des syndicats producteurs (ronds jaunes). En 2011 son rendement était de 95,9% et dépassait de près de 11 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 96,0%. Le rendement semble donc stable depuis quelques années et satisfait pleinement aux exigences du décret. La performance du réseau ne constitue pas un enjeu réglementaire prioritaire pour le SIERG.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP du SIERG est de 16,4 m³/km/j en 2011. En 2008, il était de 14,7 m³/km/j. Ce niveau de fuites serait considéré important pour un service distributeur. Pour un service producteur comme le SIERG, cela représente moins de 5% des volumes vendus, ce qui est tout à fait raisonnable.

Avec ce niveau de performance, le service d'eau du SIERG peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

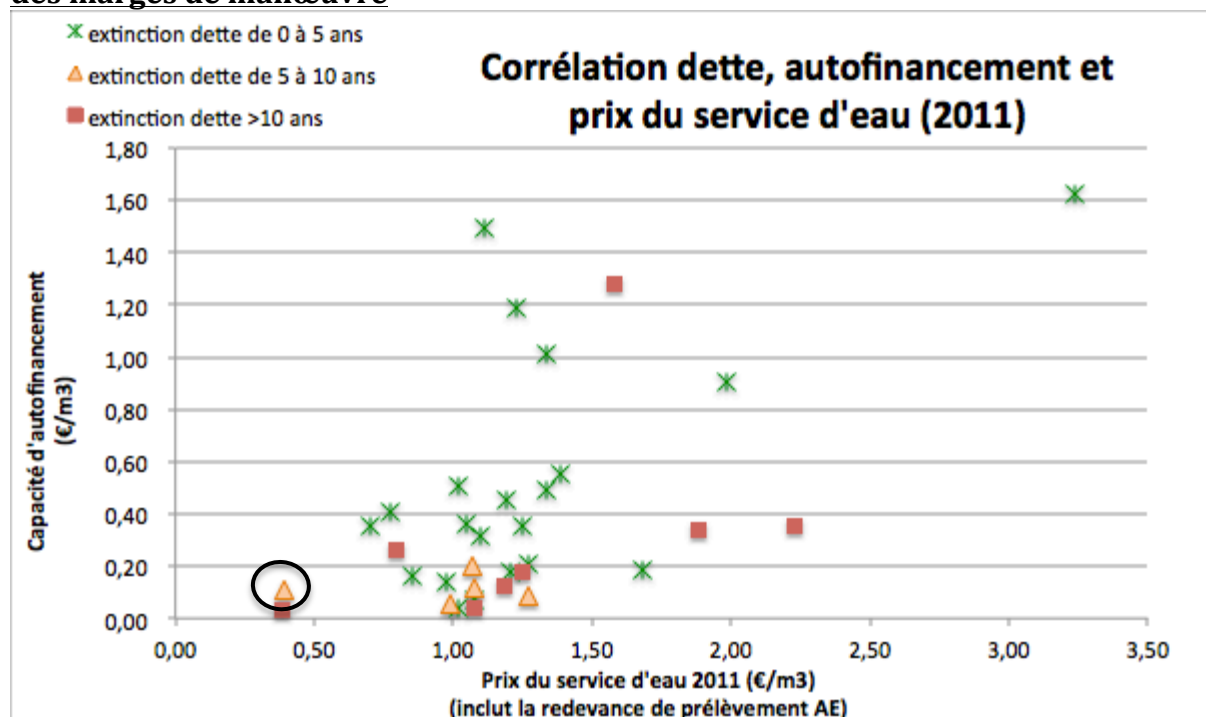
Le service est attentif à l'état de son réseau. Notamment il a conduit le renouvellement de 4,16 km de réseau entre 2008 et 2011.

Le SIERG a une connaissance quasi-totale de son réseau (indice à 70/90). Cet indice réglementaire a été défini principalement pour les services distributeurs. Certaines de ses composantes ne s'appliquent pas aux producteurs. Il est donc présenté ici à titre indicatif avec une échelle sur 90 et non 100.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance de l'âge ou de la période de pose de ses conduites permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement notamment grâce à une pyramide des âges. Actuellement actif sur ce sujet, le SIERG devrait maîtriser la totalité de la connaissance de son patrimoine en 2015.

On notera enfin que le parc de compteur semble jeune (18,4% des compteurs ont plus de 12 ans). En entretenant ses compteurs, le service se prémunit donc contre les défauts de sous-comptage dus au vieillissement. La mise en conformité des compteurs de fourniture aux adhérents est programmée pour 2014. La totalité du parc de compteurs devrait l'être en 2018.

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Le SIEG est entouré. Les syndicats producteurs se joutent dans ce graphique (prix autour de 40cts/m³ et CAF autour de 11 cts/m³). Les distributeurs sont laissés à titre informatif.

L'extinction de dette du SIERG est de 9,1ans (comprise entre 5 et 10ans, triangle jaune) et il dégagait en 2011 un autofinancement de 0,11 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 0,3942 €/m³ (hors options, hors part habitants).

Cela semble traduire une santé financière satisfaisante du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué reste bien inférieur aux prix des services distributeurs (moyenne à 1,14€/m³ en 2011) et leur permet de pratiquer des prix raisonnables en distribution. Cependant, pour le SIERG, ce prix permet de dégager un autofinancement net de 11 cts/m³ fourni. Cela correspond à 1,7M€ en 2011. Ce montant semble structurel (1,7M€ en 2010 et 1,5M€ en 2009)

Le niveau de dette est de 20 M€ en 2011. Ainsi, dans l'hypothèse où l'intégralité de la CAF brute serait consacrée au remboursement de la dette, il faudrait 9,1 ans au SIERG pour en recouvrer la totalité. Plusieurs facteurs ont constitué ce niveau de dette : les travaux de renouvellement (4,16 km en 5 ans), les extensions de réseau (Veurey-Voroize, Quaix...) et la rénovation du Verseau en sont quelques uns.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

Quand il doit financer de nouveaux travaux, un service d'eau peut soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. Pour dégager davantage d'autofinancement, le SIERG semble disposer d'une marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau (à affiner en tenant compte des options et redevance au nombre d'habitants). Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme (financement des travaux de Vaulnaveys, par exemple).

Pour un investissement ponctuel, une marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt. Il est toutefois déconseillé à un service d'eau de s'imposer une durée d'extinction de la dette supérieure à 12 ans.

A long terme, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux d'extension ou pics de renouvellement.